



Horizon Europe: la Suisse sur la dernière ligne droite

L'essentiel en bref:

- La Suisse et l'UE ont paraphé, à Bruxelles, l'accord sur les programmes de l'UE, qui comprend le paquet Horizon
- La Suisse se trouve sur la dernière ligne droite avant l'association pleine et entière définitive □
- Cela renforce la recherche et l'innovation

Les négociateurs en chef de la Suisse et de l'UE ont paraphé, à Bruxelles, l'accord sur les programmes de l'UE, qui comprend entre autres le paquet Horizon. La signature est prévue en novembre 2025. Cette étape rapproche la Suisse de son objectif d'association pleine et entière à Horizon Europe, ce qu'economiesuisse salue. Elle renforce la recherche et l'innovation suisse à long terme. □

Grâce à une réglementation transitoire, la Suisse peut participer, depuis le 1^{er} janvier 2025, à presque tous les appels d'offres d'Horizon Europe ainsi qu'au programme Euratom, en tant que bénéficiaire. Les chercheurs suisses ont ainsi la possibilité de soumettre des demandes pour assumer la coordination de projets et de solliciter des fonds auprès du Conseil européen de la recherche (CER). Or diriger un projet est particulièrement important pour les chercheurs suisses de haut niveau, afin de pouvoir mettre à profit leurs compétences de manière optimale.

L'association pleine et entière à Horizon Europe accroît le prestige de la Suisse en tant que pôle de recherche et d'innovation de premier plan et sa visibilité

internationale. Elle renforce également l'attractivité de la Suisse pour les chercheurs de haut niveau et les talents du monde entier, en leur ouvrant l'accès aux financements du prestigieux CER ainsi qu'aux réseaux et aux ressources d'Horizon Europe. Cela renforce notre capacité d'innovation et contribue de manière significative à une économie fondée sur le savoir.

Malgré ce paraphe, la Suisse reste considérée comme un pays tiers non associé dans le cadre d'Horizon Europe jusqu'à la signature officielle de l'accord. Un certain risque subsiste néanmoins: si le nouveau paquet d'accords des Bilatérales III devait ne pas être mis en œuvre, l'UE pourrait à nouveau refuser l'association pleine et entière. Ce serait problématique pour une économie suisse fortement tributaire de la coopération internationale et de l'innovation transfrontalière.